

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

19 septembre 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. Charles Beer, vice-président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, conseiller d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Réception en l'honneur de MM. Dante Martinelli et Luzius Wasescha.....	4
Genève .....	5
Avant-projet de loi pour une péréquation financière intercommunale plus efficiente .....	5
Réseau de transports publics de demain : vers un maillage densifié.....	6
Crédit complémentaire d'investissement pour la traversée de Vézenaz .....	7
Jonctions routières de Lancy-Sud et du Grand-Saconnex : répartitions financières confirmées .....	7
Versoix : modification de zones pour permettre la construction de logements .....	8
Nouvelles dénominations sur les communes de Chêne-Bougeries, Cologny, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates et Versoix.....	9
Approbation des comptes 2011 des Rentes genevoises.....	9
Election de trois membres du conseil d'administration des SIG .....	10
Agenda des invitations à la presse .....	11

# Genève internationale

---

## **Réception en l'honneur de MM. Dante Martinelli et Luzius Wasescha**

Le Conseil d'Etat a donné ce jour un déjeuner en l'honneur de MM. les ambassadeurs Dante Martinelli, représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, et Luzius Wasescha, ancien représentant permanent de la Suisse près l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Association européenne de libre-échange (AELE), à l'occasion de la fin de leurs mandats respectifs.

Né au Tessin, M. Dante Martinelli est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Entré au Département fédéral des affaires étrangères en 1979, il a notamment été ambassadeur de Suisse en Italie, à Malte et à Saint-Marin, ambassadeur et chef de la Mission suisse auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1999) ou encore ambassadeur en Chine, Corée du Nord et Mongolie (2004).

M. Martinelli quittera ses fonctions de représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU à Genève, qu'il occupe depuis 2007, le 31 octobre 2012. Il sera remplacé par M. Alexandre Fasel.

M. Luzius Wasescha est originaire des Grisons. Il est diplômé en droit de l'Université de Lausanne. Il a notamment été correspondant du Conseil de l'Europe pour la Suisse, chef de la délégation suisse à la charte européenne de l'énergie (1994-1999), ou encore négociateur en chef de la Suisse à l'OMC (2000-2002).

Le 31 juillet dernier, M. Wasecha a quitté le poste de représentant permanent de la Suisse auprès de l'OMC et de l'AELE qu'il occupait depuis 2007. Il a été remplacé par M. Remigi Winzap.

## **Avant-projet de loi pour une péréquation financière intercommunale plus efficiente**

Le Conseil d'Etat a mis en consultation auprès des autorités communales un [avant-projet de loi](#) réformant la péréquation financière intercommunale. Ce texte supprime le partage des impôts des salariés entre commune de domicile et commune de travail. Il renforce la redistribution entre communes riches et « pauvres » (voir [diaporama](#)).

L'avant-projet de réforme de la [loi sur la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité](#) vise à simplifier et à amplifier les mécanismes de redistribution entre communes genevoises. Il permettrait de supprimer des effets pervers du système actuel en matière de développement urbanistique. En ouvrant la consultation auprès des communes, le Conseil d'Etat concrétise son engagement à proposer une refonte de la péréquation financière intercommunale après que l'Assemblée constituante eut renoncé à l'intégrer au [projet de constitution](#) soumis au [vote populaire le 14 octobre prochain](#).

La nouvelle péréquation présente les avantages suivants :

- plus équitable : les disparités entre communes seraient réduites par l'augmentation considérable de la masse financière redistribuée entre communes riches et « pauvres ».
- plus favorable à la construction de logements : grâce à la suppression de l'imposition des salariés sur le lieu de travail, les communes ne seraient plus incitées à préférer, pour des raisons fiscales, les emplois aux logements.
- plus démocratique : l'imposition sur le lieu de domicile permettrait aux contribuables travaillant dans une autre commune que celle de leur domicile d'exercer leurs droits démocratiques dans la commune recevant l'essentiel de leurs impôts communaux.

La réforme repose sur deux axes principaux :

- Suppression du partage des impôts des salariés entre commune de domicile et commune de travail au profit de l'imposition sur le seul lieu de domicile.
- Renforcement substantiel de la péréquation horizontale des ressources, avec pour objectif que chaque commune dispose d'un indice de ressources par habitant atteignant au moins 80% de la moyenne des communes du canton. Ce renforcement redistribuerait des montants financiers beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui: 158 millions de francs sur la base des chiffres 2010, soit neuf fois plus que les 17,5 millions effectivement redistribués cette année-là.

Le renforcement de la péréquation des ressources rendrait inutile le système de répartition d'une partie du produit des impôts sur les personnes morales par le fonds de péréquation intercommunal. Il permettrait aussi de supprimer la contribution destinée à la prise en charge des intérêts des dettes contractées par les communes les moins riches pour leurs équipements publics (8,8 millions de francs en 2011).

Le système proposé conserve en revanche la participation de l'ensemble des communes au financement des frais de fonctionnement des structures d'accueil de la petite enfance ainsi que le Fonds intercommunal, dont

les revenus de quelque 23 millions de francs annuels serviraient exclusivement aux projets de nature intercommunale.

### La situation particulière de la ville de Genève

La ville de Genève faisant partie des communes les plus riches du canton, sa contribution au système serait alourdie. En outre, l'avant-projet prévoit la suppression de la contribution de « ville-centre » en faveur de la ville de Genève (6,8 millions de francs en 2011), système qui ne répond pas à des problématiques concernant l'ensemble des centres urbains de l'agglomération genevoise. Le Conseil d'Etat préconise dès lors la mise en place d'autres mécanismes tenant compte du rôle et des besoins spécifiques de la Ville, soit un transfert au Canton de tâches de nature cantonale ainsi qu'un renforcement de la collaboration intercommunale.

### Les bénéficiaires du nouveau système

Les simulations effectuées montrent que le nouveau système bénéficierait très largement aux communes les plus « pauvres » et les plus concernées par le développement du canton. Sur la base d'estimations portant sur 2010, il leur fournirait les revenus supplémentaires annuels suivants :

Communes les plus « pauvres »		Communes concernées par les grands projets de développement	
	Revenus supplémentaires		Revenus supplémentaires
Onex	15 millions (33%)	Veyrier	8,1 millions (30%)
Versoix	10,3 millions (32%)	Bernex	6,6 millions (30%)
Chêne-Bourg	6,4 millions (29%)	Confignon	2,2 millions (18%)
Thônex	10,5 millions (29%)		
Vernier	22,1 millions (23%)		
Lancy	13,2 millions (12%)		
Gd-Saconnex	2,6 millions (8%)		

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand Lugon-Moulin, secrétaire général adjoint, DF,  
☎ 022 327 98 21.

---

### Réseau de transports publics de demain : vers un maillage densifié

Le développement des transports publics constitue l'un des volets-clés de la politique de la mobilité du canton. Le Conseil d'Etat a adopté dans cette perspective un projet de modification de la [loi sur le réseau des transports publics \(LRTP\)](#), qui vise à y inscrire les développements planifiés pour 2020 et au-delà et à en assurer le financement. Ce projet a préalablement fait l'objet d'une mise à l'enquête auprès de la population et des communes.

Il annonce la réalisation des études et des travaux pour les infrastructures de tramways suivantes :

- le raccordement de la ligne Palettes-Moillesulaz à son prolongement de Gaillard jusqu'au centre d'Annemasse ;
- le prolongement de la ligne Meyrin-Bernex P+R jusqu'à Bernex-Vailly et celui de sa branche CERN jusqu'à la frontière franco-suisse, en vue du prolongement jusqu'à Saint-Genis-Pouilly ;
- le prolongement de la ligne de tramway Nations-Palettes jusqu'à la frontière franco-suisse à Perly en passant par la route de Base, la route de la Galaise et la route de Saint-Julien, de même que son extension depuis Nations jusqu'à la douane de Ferney et entre Grand-Saconnex et l'Aéroport.

La loi modifiée met à jour les futurs axes des transports publics à développer au-delà de 2020 avec notamment les tronçons en direction de Vézenaz, de Mon-Idée – Communaux d'Ambilly (MICA), du Lignon et de Vernier.

Plus particulièrement, il s'agit de réaliser une voie de tramway sur le pont du Mont-Blanc, permettant de relier avantageusement les rives gauche et droite du Rhône. De plus, une ligne de moyenne ceinture empruntant le pont Butin est envisagée.

La loi détaille également les principaux aménagements routiers qui seront mis en œuvre pour favoriser le déploiement de l'offre du réseau bus et trolleybus, dont, dans un premier temps, les deux nouvelles liaisons de trolley prévues en direction de MICA et de Cressy.

Certaines de ces infrastructures de transport bénéficient déjà de financements fédéraux à travers le fonds d'urgence et le [projet d'agglomération n°1](#) (établi en 2007 et couvrant la période 2011-2014). Les autres projets listés pourront aussi en être bénéficiaires suite à l'examen par la Confédération des projets d'agglomération n°2 (2015-2018) et 3 (au-delà de 2018).

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIME, ☎ 022 327 96 05.*

---

### **Crédit complémentaire d'investissement pour la traversée de Vézenaz**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit complémentaire d'investissement de 7,692 millions de francs (part cantonale) pour les travaux de construction de la traversée en tranchée couverte du village de Vézenaz (voir lois [8662](#) et [10441](#)).

La construction en cours de la tranchée couverte est l'aboutissement d'un projet initié il y a plus de quinze ans. Il s'avère qu'un besoin financier supplémentaire d'un montant de 10,664 millions de francs TTC est nécessaire pour finaliser la construction de cet ouvrage, dont le coût a été jusqu'ici basé sur un projet datant de 2005. Selon une convention signée avec la commune de Collonge-Bellerive, l'Etat de Genève prendra en charge 7,692 millions de francs, le solde étant à la charge de la commune.

Ces besoins financiers supplémentaires sont liés à la nécessité d'adapter l'ouvrage aux conditions actualisées de sa réalisation, aux exigences géotechniques, à l'évolution des normes de sécurité, aux variations économiques et à l'adaptation de la TVA.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIME, ☎ 022 327 96 02.*

---

### **Jonctions routières de Lancy-Sud et du Grand-Saconnex : répartitions financières confirmées**

Le Conseil d'Etat a validé la proposition faite par l'Office fédéral des routes le 26 juin dernier, concernant les répartitions financières de deux projets de réaménagement de jonctions des routes nationales situées dans le canton de Genève : le projet de complément à la jonction de Lancy-Sud, réparti à hauteur de 65% pour la Confédération et 35% pour le canton de Genève, et le projet de modification de la jonction du Grand-Saconnex, réparti à hauteur de 74% pour la Confédération et 26% pour le canton de Genève.

En avril dernier, le gouvernement a confirmé son intérêt à réaliser des infrastructures de mobilité dans le secteur de Genève-Sud, dont la jonction de Lancy-Sud, permettant ainsi un accès direct à l'autoroute (voir communiqués du [18 avril 2012](#) et du [28 juillet 2011](#)). La participation du canton à la réalisation de cette

jonction s'élève à environ 27 millions de francs, pour un coût total estimé à 77 millions de francs TTC. Les travaux sont prévus de 2017 à 2019. Un projet de loi pour les études sera prochainement déposé au Grand Conseil. Il sera suivi d'un second pour la réalisation.

La jonction du Grand-Saconnex est entièrement liée au projet de la route des Nations qui figure dans le [Projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#) et dans la [loi sur les infrastructures de transports](#). La participation du canton à la réalisation de la modification de la jonction du Grand-Saconnex s'élève à environ 29,7 millions de francs, pour un coût total estimé à 114 millions. Les travaux, en coordination avec ceux de la route des Nations, sont prévus au-delà de 2016 (voir [communiqué du 14 mars 2012](#)).

Le Conseil d'Etat tient à confirmer sa volonté de voir se réaliser ces infrastructures afin de résoudre une partie des problèmes de mobilité dans l'agglomération genevoise.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre Steiner, chef de projet, direction opérationnelle et des grands projets, DIME, ☎ 022 546 63 08.*

---

### **Versoix : modification de zones pour permettre la construction de logements**



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant des limites de zones sur le territoire de la commune de Versoix, en vue de la création d'une zone de développement 4A (zone urbaine destinée aux maisons d'habitation et à des activités ne générant pas de nuisances) d'une surface d'environ 10'800 m<sup>2</sup>, située entre le chemin Isaac-Machard, la route de Suisse et la place Bordier.

L'objectif principal de ce projet de modification des limites de zones consiste à créer du logement, conformément au [plan directeur de Versoix adopté en février 2007](#), envisageant une densification modérée sur ce secteur actuellement vierge de constructions. La modification de zone permettrait la construction de quelque 2872 m<sup>2</sup> de surface brute de plancher au maximum, soit environ vingt-six logements. Des chiffres plus exacts sur le nombre de logements et d'éventuelles surfaces dédiées à des activités ne seront définis qu'ultérieurement, au stade du plan localisé de quartier.

Le présent projet suit aussi les dispositions du [plan directeur cantonal](#), dans sa version mise à jour et approuvée par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010 et par la Confédération le 31 mars 2011, relative à la densification de la 5<sup>e</sup> zone (villas) par modification du régime des zones prévoyant, en périphérie urbaine, de densifier les terrains libres de constructions. Le plan directeur cantonal prévoit par ailleurs la requalification de la route de Suisse comme voie urbaine structurante.

Le plan constitutif du présent projet de loi modifie également pour partie le plan N° 28'123-600 annexé à la [loi sur la protection générale des rives du lac](#), sur les parcelles n° 5223 et 2345. L'option retenue d'un seul projet de loi pour deux objets distincts (modification des limites de zones et modification du périmètre protégé) est de nature à favoriser une instruction cohérente de ce dossier. La longueur de rive protégée sera maintenue, de même que l'accès au lac des deux côtés de la future zone.

L'enquête publique a donné lieu à deux observations. Le Conseil municipal de la commune de Versoix a préavisé favorablement ce projet en date du 25 juin 2012.

*Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.*



---

## Nouvelles dénominations sur les communes de Chêne-Bougeries, Cologny, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates et Versoix

Suite aux propositions des communes concernées et aux préavis favorables de la commission cantonale de nomenclature, le Conseil d'Etat a procédé à une série de dénominations d'artères.

Le gouvernement a ainsi nommé « chemin de l'Armoise » le nouveau chemin traversant le futur quartier situé le long de la route Jean-Jacques-Rigaud, à Chêne-Bougeries. L'armoïse est une plante herbacée vivace qui est récoltée à des fins thérapeutiques et culinaires.



A Cologny, la route du Guignard a été rebaptisée « route Martin-Bodmer » afin d'honorer la mémoire du créateur de la fondation Martin Bodmer, connue internationalement pour sa Bibliothèque de la littérature mondiale réunissant des écrits marquants de l'humanité, non seulement dans les domaines littéraire et artistique, mais aussi religieux, scientifique et politique.

A Plan-les-Ouates, le nom de « ruelle de l'Ancienne-Poste » a été donné au petit chemin sans issue où se situait l'ancienne poste de la commune.



Par ailleurs, il est donné le nom de « chemin Tilia » à l'artère existant entre le chemin Louis-Dégallier et l'avenue Adrien-Lachenal qui desservira les futurs bâtiments prévus dans le quartier de la ville de Versoix. Cette dénomination fait référence au nom latin de l'ensemble des variétés de tilleuls et rappelle que cette végétation était autrefois très présente dans cette partie de la ville.



Toutes ces dénominations entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2012.

Enfin, l'orthographe du prénom du chemin Jaques-Attenville, au Grand-Saconnex, a été corrigée en « Jacques-Attenville ». Cette dénomination entre en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2012.



*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIME, ☎ 022 546 72 01.*

---

## Approbation des comptes 2011 des Rentes genevoises

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2011 des Rentes Genevoises, institution de prévoyance et d'assurance-vie sur laquelle il exerce un pouvoir de surveillance conféré par la loi.

Les Rentes genevoises ont enregistré en 2011 une forte hausse du nombre des contrats d'assurance conclus, ce qui a entraîné un accroissement des placements de 69 millions de francs pour atteindre 1,342 milliard de francs.

Dans un environnement financier défavorable, la performance globale des actifs a atteint 1,2% (2,6% en 2010), un taux qui n'a pas permis de couvrir l'intégralité de la rémunération des capitaux de prévoyance et des frais de fonctionnement. Ces derniers se sont maintenus à un niveau stable. Le taux de couverture est passé de 111,1% à 108,7%. Le déficit de 18,4 millions de francs a été comblé en recourant à la réserve de fluctuation de valeurs. Le total du bilan progresse de 5,7% à 1,358 milliard de francs.

*Pour toute information complémentaire : Mme Laura Bertholon-Barchi, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 23.*

---

## Election de trois membres du conseil d'administration des SIG

Le Conseil d'Etat a constaté les résultats de l'élection, le mardi 11 septembre 2012, de trois membres du conseil d'administration des Services industriels de Genève (SIG) par les conseillers municipaux du canton à l'exception de ceux de la Ville de Genève.

Les modalités de cette élection sont fixées par un [règlement ad hoc](#), qui prévoit l'élection d'un membre par les conseillers municipaux des communes de la rive droite, un par les conseillers municipaux des communes entre Arve et Lac et un par les conseillers municipaux des communes entre Arve et Rhône.

Le dépouillement de l'élection a eu lieu le mercredi 12 septembre dans les locaux du service des votations et élections en présence de trois membres de l'Association des communes genevoises. Les résultats sont les suivants :

### Pour la circonscription de la rive droite :

- Electeurs inscrits : 244
- Votes rentrés : 152
- Votes blancs : 1
- Votes nuls : 0
- Votes valables : 151 Majorité qualifiée : 51
- Est élu: M. **Patrick Malek-Asghar** par 89 voix
- Obtient des voix : M. Yvan RoCHAT 62 voix

### Pour la circonscription Arve et Lac :

- Est élu tacitement : M. **Patrick Ascheri**

### Pour la circonscription Arve et Rhône :

- Electeurs inscrits : 326
- Votes rentrés : 183
- Votes blancs : 2
- Votes nuls : 1
- Votes valables : 180 Majorité qualifiée : 61
- Est élu : M. **Barthélémy Roch** par 94 voix
- Obtiennent des voix : M. Frédéric Renevey 47 voix
- M. Nicolas Walder 39 voix

Le délai de recours à la Chambre administrative de la Cour de justice est de six jours.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
20 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2013 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
25 septembre 9h00	Evaluation du réseau TPG et améliorations de décembre 2012	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIME	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
25 septembre 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics « La Promenade des Crêtes »	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Les Acacias	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
25 septembre 14h00	Remise des prix du commerce	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Elisabeth Tripod-Fatio ☎ 022 388 31 63
28 septembre 11h00	Inauguration du tronçon renaturé du Foron à Ambilly/Thônex	Parking du stade d'Ambilly Rue de la Paix 74100 Ambilly (France)	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
1 <sup>er</sup> octobre 8h30-12h30	10 <sup>e</sup> Rassemblement des droits humains	La Pastorale 106, route de Ferney	DS CHA	Valeska Jeandupeux (CHA) ☎ 022 546 14 10
11 octobre 11h00	Statuts fiscaux cantonaux et discussions entre la Suisse et l'UE : le point de la situation à Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07